

Les événements du 8 mai 1945 en Algérie et leur exploitation. **Jean Monneret**

Le jour où l'Allemagne capitulait et où la victoire des Alliés était annoncée, une insurrection nationaliste éclatait dans le Constantinois. Les événements du 8 mai 1945 font l'objet d'une vaste campagne d'agit-prop de l'état algérien qui s'efforce, d'obtenir une « repentance » de la France. Il stigmatise l'action des Français, militaires et civils, à cette époque. Sous Jacques Chirac, l'ambassadeur de France en Algérie, a déclaré que la répression menée jadis fut « *inexcusable* ». Qu'en est-il ?

Le 8 mai 1945, survint en Algérie, dans une atmosphère de crise, crise alimentaire d'abord, puisque les différentes récoltes de blé engrangées durant les années de guerre étaient en baisse (10 millions de quintaux en 1944 contre 20 millions en 1941). Pour une population indigène massivement rurale et en pleine explosion démographique, ceci se traduisait en maints endroits par une quasi-famine. Cependant les zones de Sétif et de Guelma où eurent lieu les principaux troubles, n'étaient pas touchées par la disette. Le nationalisme algérien prospérait. Les partisans de Ferhat Abbas adhérant aux AML (Amis du Manifeste et de la Liberté) et ceux de Messali regroupés dans le PPA (Parti du Peuple Algérien) clandestin, avaient le vent en poupe. Précisons que des militants clandestins du PPA noyautaient les AML.

La situation politique à l'issue de la Guerre Mondiale était particulière, tant en France et en Algérie, que dans le monde. La victoire sur l'Allemagne avait donné à l'URSS un prestige considérable. Les Etats-Unis présents en Afrique du Nord durant le conflit, bénéficiaient d'une popularité sans précédent. Or, ces deux superpuissances étaient hostiles à la colonisation qu'elles jugeaient anachronique, voire criminelle. L'affaiblissement de l'Empire britannique, l'apparition d'une Fédération des Etats Arabes (appelée plus tard Ligue Arabe) semblaient imposer de nouveaux rapports avec les territoires colonisés.

La France, affaiblie par sa défaite de 1940, et aussi, par les comparaisons peu flatteuses que les indigènes musulmans pouvaient faire avec les armées américaines, avait connu un regain de prestige grâce à l'action de l'Armée d'Afrique. Les campagnes de Tunisie, puis d'Italie et de Provence, avaient permis à notre pays de conserver son statut international et de s'asseoir à la table des vainqueurs. La France avait pu, presque miraculeusement, maintenir ses positions.

Ajoutons à ce tableau un trait caractéristique : la montée des syndicats et des partis de gauche. Parmi eux, le parti communiste algérien jouait un rôle très particulier. Il bénéficiait du prestige de l'URSS, et de son tuteur, le PCF qui se présentait alors comme un grand parti résistant. Il tirait aussi avantage du mécontentement des couches urbaines ; y compris parmi les Européens. Le PCA obtenait alors, dans certains quartiers d'Alger et d'Oran, entre 23 et 25 % des suffrages. Oran aura, à un moment, un maire communiste et, l'Oranie des députés, comme Mme Sportisse ou M. Justrabo.

Si le PCA était anticolonialiste, il était également partisan de l'Union Française. L'Union Française était le nom que la France donnait désormais à son Empire. Ce changement sémantique laissait prévoir, des évolutions importantes. Mais, pour compliquer la donne, l'URSS ménageait la France gaulliste, dont elle espérait qu'elle se détacherait des Américains en Europe. Elle mit donc, une sourdine à son anticolonialisme envers notre pays. Le PCA, comme le PCF, alignés inconditionnellement sur Moscou, défendaient l'Union Française, tout en précisant, qu'ils étaient pour une Union « véritable », « appuyée sur les peuples ». Le PCA se livrait à ses habituelles campagnes de presse contre l'Administration, le grand colonat et les pétainistes.

Néanmoins, les nationalistes algériens avec lesquels il était en conflit, depuis longtemps restaient les adversaires principaux. Les communistes algériens affectaient de voir en eux, des « agents provocateurs » et des « hitlériens ».

En maintes localités, les militants communistes, ceux des AML et ceux du PPA revendiquaient ensemble. Parfois même, ils appartenaient aux organisations les uns des autres.

Ailleurs, les communistes étaient hostiles aux nationalistes que dans leur logique stalinienne, ils soupçonnaient d'être, à la solde des fascistes ou des nationaux-socialistes. Au moment des troubles du 8 mai 1945, on verra des nationalistes réclamer la liberté de leur chef Messali, avec des placards où on lisait : *A bas le parti communiste*. Il y avait, à cette époque, des communistes au gouvernement français. On les verra soutenir, sans états d'âme, toutes les mesures prises pour ramener l'ordre en Algérie.

Il y a deux façons de voir les événements du 8 mai 1945. La première est d'attribuer les troubles à l'exaspération des masses algériennes et au caractère répressif du « régime colonial ». Ce point de vue est répandu en Algérie par la propagande du FLN. Il a trouvé un prolongement sur certaines télévisions françaises. On y a vu différents « documentaires » reprendre benoîtement l'argumentation des nationalistes algériens et stigmatiser les « colons » et l'Administration française. Ce point de vue se retrouve, grosso modo chez Jean-Louis Planche¹ qui lui a donné un habillage universitaire.

Selon lui, à Sétif rien ne laissait prévoir des troubles. Les manifestants n'étaient pas violents et la police leur tira dessus parce qu'ils exhibaient un emblème nationaliste. Les participants au défilé pris de panique, s'attaquèrent au passage à des passants européens. Parmi les victimes, on relèvera le maire socialiste Edouard Deluca et le secrétaire de la section locale du parti communiste, qui aura les deux avant-bras sectionnés.

Au total, 21 Européens furent tués à Sétif, ce jour-là. Selon Planche, l'effervescence s'étendit ensuite dans la région, les indigènes s'armant pour « résister » à d'éventuelles représailles des « colons » européens. Les troubles gagneront diverses localités entre Sétif et la mer : El Ouricia, Périgotville, Chevreul (où 6 femmes furent violées et 9 hommes assassinés), Sillègues, Les Amouchas, Kherrata, etc. Des vols de l'aviation française eurent lieu. Le croiseur Duguay-Trouin bombardra les zones côtières.

¹ J.L. Planche. *Sétif 1945. Un massacre annoncé*. Perrin 2006.

La zone de Guelma fut un autre point chaud des troubles du Constantinois. Planche estime difficile de savoir ce qui s'est passé car les témoins algériens sont morts. Il néglige les documents d'archives français. Fort heureusement l'excellent livre de R. Vétillard clarifie bien des choses². Selon Planche, l'escorte du sous-préfet Achiary aurait ouvert le feu sur les manifestants. Le tout aurait engendré des troubles majeurs, s'étendant en dehors de Guelma, vers Héliopolis, Millésimo, Petit, Hammam-Meskoutine, Lapaine, Bordj-Gaffar, Sédrata et autres. Selon Vétillard, les exactions résultaient sûrement d'un plan concerté. Le sous-préfet Achiary, personnalité très en vue de la Résistance, membre en 1942 du Comité des 5, favorisant le débarquement allié en Afrique du Nord, fit preuve de détermination. Mobilisant des tirailleurs algériens, et des autodéfenses civiles, il déclencha une vigoureuse répression.

De formation socialiste, Achiary exclut des volontaires, les suspects de pétainisme. Un représentant des syndicats et un de la SFIO figuraient dans le comité directeur. Le rétablissement de l'ordre³ fut donc l'œuvre d'hommes de gauche.

Des chiffres, peu crédibles, circulent. Un diplomate américain aurait estimé à 30 000 l'ensemble des victimes réunies de Sétif à Guelma. Depuis près de 50 ans, le FLN désormais au pouvoir en Algérie, a porté ce chiffre à 45 000. La Fédération des Etats Arabes, pour sa part, évoqua à l'époque 80 000 victimes. *El Moujahid*, organe du FLN, reprit, le 8 mai 1985, ce chiffre qu'aucun historien ne cautionne, ni d'ailleurs les précédents. Planche tient pour vraisemblable celui de 30 000. Sa justification paraît toutefois des plus ténue.

La seconde façon de voir le 8 mai 1945 est celle des autorités de l'époque, appuyée par les Archives du Service Historique. L'historien C.R. Ageron⁴ en expose une version assez voisine. On ne saurait le taxer de parti-pris car il est défavorable à la colonisation. Ceci rend son analyse plus crédible. Elle s'éloigne de la propagande algérienne.

Les autorités françaises soupçonnaient le PPA de vouloir organiser une insurrection générale en Algérie. L'ouverture de la Conférence de San Francisco le 25 avril 1945, qui adopta la Charte des Nations Unies était attendue des nationalistes algériens. Beaucoup espéraient qu'elle appellerait à la décolonisation. Les responsables du PPA ont-ils alors imaginé d'organiser un soulèvement pour obtenir une représentativité internationale ? Les services de renseignement français, le laissaient entendre. Le déclenchement devait se produire le jour de la célébration de la victoire⁵.

Selon Ageron (op.cit. p. 572), le mot d'ordre aurait été annulé in extremis. Un émissaire, l'aurait maintenu pour Sétif. Ce dernier point n'est pas confirmé par les Archives. Il y régnait un climat insurrectionnel. Pour le 8 mai 1945, à l'échelle de l'Algérie, le PPA avait ordonné à ses militants, toujours selon Ageron (p. 572), « *de s'armer et de riposter en cas de heurts avec la police* ». Il est vraisemblable, que l'effervescence cristallisa à Sétif, fief de Ferhat Abbas, figure de proue des AML.

² R. Vétillard. *Sétif mai 1945. Massacres en Algérie*. Ed. de Paris 2008.

³ Adrien Texier, Ministre de l'Intérieur donne devant l'Assemblée Consulaire, la liste des membres du Comité Directeur. Les représentants des syndicats, de la SFIO et des Anciens Combattants y figurent. M. Villard. *Les massacres du 8 mai 1945*. Amicale des Hts Plateaux de Sétif. p. 355.

⁴ C.R. Ageron. *Histoire de l'Algérie Contemporaine*. op.cit. p. 587. « *Un gouvernement algérien devait être proclamé et la ferme de Maïza, près de Sétif, lui servir de siège* ».

Celui-ci, ainsi que Chawki Mostefaï, venait d'y faire des conférences enflammées. Il avait amplifié, une surexcitation certaine à cet endroit.

Les archives françaises affirment qu'on a d'abord tiré du côté des manifestants. Naturellement, les nationalistes affirment, que la police française tira la première. Il demeure incontestable que Sétif connut le 8 mai une émeute sanglante. Il est prouvé qu'à partir de là, des émissaires se rendirent dans les localités situées entre Sétif et la mer, pour y annoncer l'insurrection en appelant à la guerre sainte. Présenter ce second soulèvement, comme une réaction d'autodéfense des ruraux musulmans, est peu convaincant⁶.

A Guelma, les autorités en conclurent qu'elles avaient affaire à un soulèvement organisé ; ce contre quoi différents courriers de la Préfecture de police avaient mis en garde.

⁵ SHD. *La guerre d'Algérie par...* op.cit. p. 73. *Incidents prémonitoires* et p. 166 ainsi que CRAMM du 29-1-45 n°27. CRAMM du 15-4-45 n°35, cité par le général Duval p. 233 et p. 368 CR n°15.

⁶ Deux historiens algériens Harbi et Kaddache estiment que le PPA avait joué avec le feu en prêchant la révolte aux masses paysannes enfiévrées. Voir respectivement *Aux origines du FLN*. Ed. Bourgois et *Histoire du nationalisme algérien*. SNED.

Le 9 mai, au lieu-dit, Aïn-Defla, des indigènes armés de fusils de guerre et de fusils de chasse, affrontèrent les gendarmes. L'aviation bombardait des insurgés près de Millésimo et de Petit. Aux alentours de Guelma, la fusillade retentit toute la nuit. Ceux qui ont vécu ces événements ne doutent pas qu'ils ont assisté à un soulèvement organisé des autochtones. Les nouvelles qui leur parvinrent les jours suivants : assassinats d'Européens à Petit et à Villars, menaces contre ceux de Bled-Gaffar et d'Héliopolis n'étaient pas de nature à les rassurer. Dans ce contexte, la répression fut d'autant plus vive qu'elle échappait en partie, aux militaires. Les bilans brandis en Algérie par les nationalistes, repris en France, demeurent pourtant peu crédibles. R. Vétillard en fait la démonstration serrée.

Une véritable bataille de chiffres en effet accompagne l'évocation de ces événements. Aux 45 000 morts revendiqués par le FLN s'opposent les 2 628 officiellement décomptés par le commandement militaire (SHD op.cit. p. 410). Un tract du 20 mai, publié dans la presse communiste faisait état de 6 à 8 000 tués. C.R. Ageron évoque quelque 5 à 6 000 morts. Les décomptes qui ne sont pas appuyés sur des archives ou des statistiques précises, peuvent difficilement être retenus. Le subjectivisme, les parti-pris se donnent libre cours pour alimenter les propagandes les plus inflationnistes. La répétition inlassable de nombres fantaisistes n'en supprime pas l'invraisemblance.

Sur cet épisode du 8 mai 1945, notre conclusion sera proche de celle d'Ageron (op.cit. p. 578). Il s'est agi, d'une insurrection locale dont le caractère limité est dû à l'impréparation démontrée par l'action des chefs nationalistes. Mohammed Harbi dans son livre *Aux origines du FLN*⁷ semble le confirmer.

⁷ Ed. c. Bourgois. 1975. p. 178, note 68.